

près ce qui s'est passé dans les provinces de l'Atlantique. Il est vrai qu'on a formulé des critiques contre le ministre, et je pense que quelques-unes d'entre elles sont bien fondées. Nous allons remédier à ce qui ne va pas.

Évidemment, l'honorable député en a oublié une partie, parce que même le président de l'APEC a déclaré qu'il appuyait le ministre et que, dans l'ensemble, il était très satisfait, même s'il y a des lacunes.

De toute façon, le rapport qui a été publié contient des erreurs très graves, et nous sommes à apprécier tout cela. Nous corrigerons sans doute ce qu'il y a à corriger. Mais prétendre que dans leur ensemble, les programmes du ministre ont été inefficaces, c'est faire une affirmation tout à fait gratuite et qui n'est fondée que sur des préjugés.

[Traduction]

M. Douglas: Puisque le président et d'autres personnes ont surtout reproché aux programmes leur caractère improvisé, leur manque de planification et de coordination à long terme, le ministre a-t-il l'intention de faire une déclaration à la Chambre au sujet de tout objectif à long terme que vise son ministère, et si oui, quand?

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, nous faisons beaucoup de planification avec les provinces de l'Atlantique, et il serait trop long d'énumérer tous les cas. Je ne pense pas devoir le faire à ce moment-ci. Je trouverai sûrement l'occasion d'indiquer à la Chambre jusqu'à quel point nous avons travaillé avec les provinces, en vue d'atteindre les objectifs à long terme. Cette occasion nous sera sans doute fournie assez prochainement, et je le ferai avec plaisir.

LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE—LA POLITIQUE ET LES OBJECTIFS DU MINISTÈRE

[Traduction]

M. David MacDonald (Egmont): Comme non seulement dans un récent rapport du Conseil économique des provinces de l'Atlantique mais dans un rapport antérieur et beaucoup plus direct du propre organisme du ministère—c'est-à-dire l'Office d'expansion économique de la région atlantique—on recommandait une stratégie et des objectifs plus précis pour le développement économique de la région atlantique—et ce dernier document traîne sur le pupitre du ministre depuis quelques mois—le ministre pourrait-il dire à la Chambre et aux gens des provinces atlantiques quelle stratégie et quels objectifs particuliers son ministère et le gouvernement approuveront?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, nous avons déjà accepté plusieurs des recommandations faites par le Conseil de développement de la région de l'Atlantique, entre autres, la création d'un institut de direction, de *management* et d'un institut pour travailleurs. Nous avons accepté plusieurs autres recommandations, et il serait trop long de les énumérer ici. Certaines nous paraissent

inacceptables et irréalistes. Le rapport de l'APEC contient des erreurs monumentales. Par exemple, on dit qu'il existe une très grande centralisation au sein du ministère...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ne crois pas que le ministre veuille faire une déclaration générale à ce moment-ci. Nous devrions permettre à l'honorable député de Malpèque...

[Traduction]

L'honorable représentant de Malpèque veut poser une question supplémentaire. Ensuite, je donnerai de nouveau la parole au député d'Egmont.

LE PROGRAMME DESTINÉ À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

L'hon. J. A. MacLean (Malpèque): Comme le programme mis au point par les gouvernements d'Ottawa et de Québec au sujet de l'est du Québec a été modifié et amplifié, je crois, et étant donné qu'il a été envisagé d'agir de même à l'égard des programmes de développement concernant le nord-est du Nouveau-Brunswick, j'aimerais savoir si le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard a demandé à renégocier ou à modifier le vaste programme de développement concernant cette province, afin de le rendre plus efficace.

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Pas à ma connaissance, monsieur l'Orateur. L'entente avec l'Île-du-Prince-Édouard a été négociée de nouveau il y a à peine un an. Il y a eu une élection tout de suite après, et la population semblait satisfaite.

De toute manière, dès qu'une demande sera présentée par le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, nous serons sûrement heureux de discuter avec le ministre intéressé, s'il considère qu'il existe des lacunes dans le programme actuel.

LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE—LA POLITIQUE ET LES OBJECTIFS DU MINISTÈRE

[Traduction]

M. David MacDonald (Egmont): Peut-être le ministre m'a-t-il mal compris. Je parlais de l'Office d'expansion économique de la région atlantique, qui relève de sa compétence—non du Conseil économique des provinces de l'Atlantique. Étant donné que, d'après ce qu'il a laissé entendre, certaines des recommandations en question ont peut-être été mises à exécution, tandis que d'autres ne sont pas acceptables, et vu qu'il n'y a eu de déclaration ni de sa part ni de celle de ses hauts fonctionnaires quant à l'opinion d'ensemble qu'a le ministère des conséquences de pareille stratégie, nous dirait-il quand il pense être en mesure de faire une déclaration précise? Pourrait-il aussi nous dire brièvement, pour le moment, si, étant donné les nombreuses questions posées quant à la collaboration avec les régions, on prévoit de vraiment consulter les régions en vue de l'élaboration d'une stratégie acceptable d'expansion économique de la région de l'Atlantique?